

Prix : 300Fcf

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850-5128 - Numéro N°90 OCTOBRE 2015

INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES EN MILIEU RURAL

LE DÉFI DE LA MISE À L'ÉCHELLE

► 5-6-7-8-9-10



Cyan Magenta Jaune Noir

Cyan Magenta Jaune Noir



Ministère de l'Agriculture
et de l'Équipement rural



République du Sénégal
Un Peuple- Un But – Une Foi



35e JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

REGION DE MATAM, 16 OCTOBRE 2015

«PROTECTION SOCIALE ET AGRICULTURE - BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ RURALE»

ZOOM SUR L'ENSA DE THIÈS «Fenêtres sur l'Agriculture»

Un thème qui renvoie à la contribution du concept « One Health », à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal, a rassemblé étudiants, chercheurs, médecins environnementalistes, vétérinaires et médiats à l'ENSA de Thiès, dans la cadre des « Fenêtres sur l'Agriculture. » Une initiative de la FAO et de l'Initiative Prospectives Rurales (IPAR) qui cette fois-ci est délocalisée avec l'implication des étudiants et des jeunes professionnels de l'Association « Africa For Africa », basée à Thiès, et de l'Université de Thiès. Il s'agit de la huitième édition du cycle de débats portant sur les « Fenêtres sur l'Agriculture » et la première édition délocalisée à Thiès initiée par la FAO et l'Initiative Prospectives Rurales (IPAR). Le thème porte sur deux importantes problématiques qui portent sur la Sécurité Alimentaire et le Concept « One Health. » Durant le panel organisé à cet effet, les

experts ont passé en revue les modes de diagnostic et de surveillance épidémiologiques des maladies humaines et des maladies animales, les zoonoses et leur ancrage avec l'environnement. Ainsi, respectivement, Dr Amadou Alpha SALL de l'Institut Pasteur, Dr Yalase KABORE de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaire (EISMV), Dr Bernard Marcel DIOP de l'UFR Santé/Université de Thiès et Babacar NGOM du ministère de l'Environnement, Point Focal Programme Sécurité Sanitaire Mondiale, ont tour à tour procédé à leur présentation qui ont incité les participants à des discussions ouvertes, des questions posées et des contributions. De fortes recommandations à l'attention des décideurs, des universitaires, des chercheurs, des jeunes et des communautés ont sanctionné cette huitième fenêtre sur l'Agriculture.

Ridial AW



LAMINE SAMAKE

Président de «Africa for Africa», Ingénieur Agroéconomiste et Assistant de Recherche à Initiative Prospectives Rurale (IPAR)



«C'est une première que les « Fenêtres sur l'Agriculture » se délocalisent ; et choix ne pouvait être meilleur que celui de l'Ecole Nationale d'Agriculture, creuset et temple de savoir agricole. Nous avons eu l'honneur, en tant qu'association, en collaboration avec la FAO et l'IPAR, de délocaliser ces fenêtres qui ont un intérêt important pour la jeunesse. Le thème permet de faire le lien entre le concept « One Health » et sa contribution à la sécurité alimentaire. Au niveau de l'université de Thiès aussi bien pour les ingénieurs agronomes que pour les médecins en devenir, le thème a pu être campé. Cette initiative est à saluer et elle nous permettra d'acquiescer beaucoup de connaissances. Ce n'est pas évident de voir les étudiants bénéficier de telles rencontres. Nous tenons à remercier la FAO et l'IPAR. Cette rencontre permet aux étudiants d'exté-

rioriser leurs connaissances, de s'offrir une occasion de participer aux débats qui intéressent leurs pays, de donner leurs avis et leurs positions et de contribuer ainsi au développement économique et social de notre continent. Nous comptons

faire la même chose pour toutes les problématiques qui concernent nos Etats, du fait de la diversité constatée, et passer en revue les problèmes dans les autres pays ne fera que reconforter tout le monde.»

DR VINCENT MARTIN Représentant de la FAO au Sénégal

« Nous avons beaucoup réfléchi sur la délocalisation des « Fenêtres sur l'Agriculture. » C'est notre première édition post délocalisation à Thiès. C'est un grand succès enregistré. La participation a été très importante. Les experts ainsi que les étudiants étaient au rendez-vous. Le cadre, à savoir l'université de Thiès, s'y prête et ce choix a apporté de la valeur à cette initiative qui s'enrichit au fur et à mesure des éditions. Elle s'inscrit dans le cadre de l'éducation et offre une perspective heureuse à long terme. C'est extrêmement important. Les conclusions sont positives. Les étudiants ont montré leur dynamisme et ils s'en approprient au fur et à mesure. Il n'y a pas plus belle réussite que cette appropriation par nos partenaires que sont les jeunes qui sont le futur et l'avenir du Sénégal et qui veulent démultiplier ce genre de rencontres dans d'autres universités et instituts de formation. La FAO est impliquée à travers le concept « One Health » depuis déjà une bonne dizaine d'années. Elle a été un des piliers de l'organisation, avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS et l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE) pour la santé animale, pour formaliser ce concept. Et cette démarche tripartite entre les trois agences internationales est déclinée au niveau du terrain. Ce concept a été longuement discuté dans certaines régions du monde, notamment en Asie, en Afrique de l'est, en Afrique centrale et un peu plus en Afrique de l'ouest. Nous sommes contents aujourd'hui d'aborder ce concept et discuter voire faciliter les discussions autour de ce concept « One Health » pour voir comment l'opérationnaliser ici au Sénégal et l'apporter au niveau des

populations locales. »

DR CHEIKHOU OMAR BA DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'IPAR

«Nous avons un sentiment de satisfaction. En lançant cette initiative, la FAO et l'IPAR avaient toujours à l'esprit qu'il ne s'agissait pas de rester toujours à Dakar mais qu'il fallait prospecter les autres régions et aller vers d'autres mécanismes pour parler avec le maximum de sénégalaises et de sénégalais intéressés par les thématiques couvertes par cette initiative. Il y a un engouement qu'il faut saluer ; les jeunes étaient très présents pour montrer qu'ils en veulent ; ce sont des étudiants qui ne font pas que la grève mais qui savent faire aussi du développement ; ils savent se développer et souhaitent partir vers l'avant. Le concept « One Health » est une réponse pour toutes les communautés confondues. Il s'agit, ensemble, d'aller vers la transformation structurelle de nos économies, conformément aux initiatives du gouvernement (PSE et autres). C'est une transition concrète vers ces orientations. L'accent est mis sur la sensibilisation des jeunes qui sont le futur et l'avenir ; tout le monde l'admet, mais l'important est de voir comment le concrétiser. Aujourd'hui voir ces jeunes si motivés est reconfortant. Et on ira vers d'autres localités, comme Ziguinchor, Matam, Kolda, Kaolack et dans toutes les autres régions du Sénégal pour aller à la conquête des jeunes pour leur faire bénéficier de cette initiative heureuse que constituent « Les fenêtres sur l'agriculture »

Khalil SOW

AGROPASTEUR

AGROPASTEUR
MENSUEL D'INFORMATIONS SUR L'ELEVAGE,
L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT

Tél : 221 775362018 Sacré Coeur2 Villa N°8608/G face Rondpoint
Boulangerie jaune

77 536 20 18

Web : www.agropasteur.info

Email : agropasteur@yahoo.fr

babasene402@gmail.com Dakar Sénégal

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Babacar SENE
COMITÉ DE RÉDACTION : Ousmane SENE,
Papa SAMB, Ousmane SENE, Aminou DIOP, Niakhaly
SENE, Tengui THIARE (Stagiaire), Falang FALL

MONTAGE :  77 998 10 24

IMPRESSION : AFRICOM

DISTRIBUTION : ADP

AGRICULTURE

La FAO en phase avec la vision du Président Macky Sall

Le Directeur de la FAO l'a dit lors d'une rencontre à New York portée sur la performance du pays qui a, en 2015, atteint la cible de l'OMD 1 : la FAO est en phase avec la vision du Président Macky SALL. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, José Graziano da Silva, a salué au cours d'une rencontre à New York avec le chef de l'Etat sénégalais en marge de l'Assemblée de l'ONU, « la vision du Président Macky Sall en ce qui concerne la sécurité alimentaire ». Selon un communiqué de la FAO, l'entretien entre les deux hommes a porté sur « la performance du Sénégal qui a cette année atteint la cible du premier Objectif du Millénaire pour le Développement qui consiste à « réduire de moitié, par rapport au niveau de 1990, la proportion nationale de personnes victimes de la faim d'ici fin 2015 ». Les estimations de la FAO sur le suivi de la cible de l'OMD-1, font ressortir que le nombre de personnes souffrant de la malnutrition est passé de 24,5% en 1990-92 à 10% en 2014-16 au Sénégal.

« La sécurité alimentaire est un défi pour nombre de pays africains et lorsque les Nations se sont réunies pour s'engager à réduire la faim dans le monde, le Sénégal a tenu son rôle » lit-on dans le communiqué. Le patron de la FAO ajoute que « l'objectif de rendre son pays autosuffisant en riz et la mise en place des bourses de sécurité familiale sont un témoignage fort de l'importance accordée par le gouvernement sénégalais aux besoins de la population de son pays. La FAO le soutient dans ses actions ». La FAO rappelle que le Sommet (25 au 30 septembre) a également vu l'adoption des Objectifs de développement durable faisant suite aux Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés par la communauté internationale lors de l'Assemblée générale de l'ONU en 2000. D'après le rapport sur l'insécurité alimentaire 2015, 19 pays ont atteint l'OMD1 en Afrique subsaharienne: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Djibouti, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Togo.



LA REVUE CONJOINTE DU SECTEUR AGRICOLE AU SÉNÉGAL

Dr Papa Abdoulaye Seck décrète la Révolution Verte

C'est en présence de plusieurs acteurs que la revue conjointe agricole s'est tenue. Cet exercice auquel s'est soumis le Sénégal traduit sa volonté de donner suite aux directives de la Commission de l'Union Africaine et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Il s'agit d'offrir aux différentes parties prenantes du secteur l'opportunité, tel que convenu dans le pacte du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) du Sénégal, d'appuyer le développement de l'agriculture en s'alignant sur les structures, les principes et les processus du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) en vue de promouvoir la responsabilité mutuelle par des processus de revue et de dialogue complet, inclusif et robuste techniquement. Les parties prenantes constituées du gouvernement du Sénégal, du secteur privé, de l'organisation de la société civile et des partenaires techniques et financiers ont pris part à la revue pour discuter, s'engager et valider les éléments factuels et les recommandations qui seront issues à la présentation du Rapport de la revue conjointe sur le secteur agricole. Pour la société civile représentée par le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) par la voix de Babacar Diop cet exercice est d'une importance capitale du fait qu'il constitue un cadre d'évaluation et d'échanges du secteur agricole. Pour cela il a lancé une invite au partage de leur analyse pour placer l'agriculture sur les rampes de l'émergence, axé sur l'accompagnement des exploitations familiales, sur l'appui-conseil amélioré et la mise en synergie entre les OP, la Mutualisation et la consolidation pour la recherche calée sur la demande paysanne, la formation, la bonne gestion des questions foncières, le finance-

ment de la modernisation des exploitations familiales et des OP et les marchés. Le CNCR réitère son engagement d'accompagner le gouvernement dans l'atteinte des objectifs fixés avant d'inviter tous les acteurs à s'y mettre pour changer durablement le visage de l'agriculture sénégalaise. Cet engagement de la société civile rurale a été suivi de celui du secteur privé qui compte partager les conclusions de la revue en renforçant le plaidoyer. La promotion d'une production locale forte est préconisée pour réduire les exportations. La démarche inclusive qui a sanctionné la tenue de la revue a été par ailleurs saluée. Ce qui a rassuré le groupe des partenaires techniques et financiers (PTF) quant au respect de l'engagement tenu par le Sénégal pour organiser cette revue et pour combler la faiblesse ou l'absence de mise en œuvre dans les politiques. Les revues constituent en cela un bémol important dans la mise en œuvre des politiques publiques. Dr Vincent Martin Représentant de la FAO par ailleurs représentant des PTF a plaidé pour l'élargissement de la revue à la sécurité alimentaire et la nutrition avant d'encourager le gouvernement à poursuivre l'approche de dialogue et de concertation avec les acteurs, qui permettra de mieux accompagner le gouvernement dans le domaine du développement rural où les orientations déclinées dans le Plan Sénégal Emergent se traduisent par de nombreux programmes, notamment le PRACAS en particulier et ceux d'autres départements comme ceux en charge de l'élevage, l'environnement, la pêche, la jeunesse, la protection sociale et la résilience. Les PTF marquent leur disponibilité de rendre durable le processus qui permet de renforcer l'impact des politiques publiques. Le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Dr Papa Abdoulaye Seck, a mis en relief l'importance du PRA-



CAS qui est mis en place pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable à partir de productions stratégiques. Il a annoncé en outre que le programme agricole qu'il a la charge de mettre en œuvre ne connaîtra de succès que si elle repose sur des principes forts pour une agriculture productive et durable. La révolution verte qu'il s'agit de traduire en actes concrets doit trouver un socle fertile basé sur une métamorphose des attitudes et comportements adossée sur l'excellence. La conviction du ministre est forte pour une synergie des responsabilités, pour transcender l'agriculture qui se veut performante, diversifiée, intégratrice de progrès, innovante, durable, profitable et basée sur une dynamique d'actionnariat. Dans cette perspective, le PRACAS est

devenu un document consensuel, la boussole du gouvernement en matière de développement agricole mais aussi des partenaires techniques et financiers qui peuvent ainsi s'y appuyer pour définir les axes stratégiques de leurs interventions. Ainsi, pendant deux jours, les participants ont eu à échanger sur l'état d'avancement des engagements des parties prenantes du PNIA, sur l'environnement des affaires, le financement, les performances du secteur agricole, la situation de la sécurité alimentaire et le bilan du Plan de réponse 2014 et sur la situation nutritionnelle, avant de formuler des recommandations et de proposer des orientations, des initiatives concrètes et des actions validées qui garantissent une meilleure performance du secteur agricole. Babacar SENE

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION À MATAM : PROTECTION SOCIALE ET AGRICULTURE: BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ RURALE

La Commune de Nabadji Civol accueille la Cérémonie Officielle



Un Comité Régional de Développement Spécial consacré à la préparation de la Journée Mondiale de l'Alimentation (CRD) s'est tenu le mardi 15 septembre 2015 à Matam, sous la présidence de Monsieur le Gouverneur de cette région. Un face à face avec les acteurs qui a enregistré la participation d'une centaine de participants, venus d'horizons divers : autorités administratives locales, coordinateurs de projets et programmes, chefs de services régionaux, représentants d'ONG, de la Société Civile, des OP, de la sécurité, d'autres acteurs locaux et la presse.

A l'entame de ses propos lors de l'ouverture de ce CRD, le Gouverneur de la région de Matam a souhaité la bienvenue aux membres de la délégation du CNO et salué le choix porté sur la région de Matam pour abriter la cérémonie officielle de la JMA 2015.

Il a en outre invité les principaux orateurs inscrits dans l'agenda pour leurs présentations notamment le Maire de la Commune de Matam, le Président du Conseil Départemental de Matam, le Chef de la Délégation du CNO, le Point Focal JMA/FAO, les Représentants de la Délégation à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale

Après avoir introduit la Coordinatrice des activités de la JMA et le Porte-Parole de la délégation du CNO pour décliner l'objectif de leur mission, le Gouverneur dans sa note introductive au CRD est revenu sur le choix de la région de Matam pour abriter la cérémonie officielle de l'édition 2015, sur les activités préparatoires à mener aussi bien au niveau national et régional. Concernant l'état d'avancement des activités au niveau régional, le Gouverneur a informé le CRD préparatoire de la JMA, de la mise en place d'un CRO par arrêté du Gouverneur, l'identification du lieu de la cérémonie officielle du parrain et du Président d'honneur.

Le Gouverneur est revenu sur les activités de la Journée la sensibilisation/formation des femmes, la conférence scientifique, l'exposition des produits locaux et la soirée culturelle, la visite des sites, l'exposi-

tion des produits locaux et la cérémonie officielle, dont l'un des temps forts de cette journée concerne les échanges culinaires dont l'objectif est de mettre en exergue les possibilités culinaires qu'offrent les produits locaux et l'intérêt qu'ils portent contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

A ce titre le Gouverneur a déclaré que le CRO se charge du choix des dix (10) groupements féminins devant participer aux échanges culinaires à raison de 03 groupements par département et 01 pour la République sœur de Mauritanie avant d'insister sur les critères de participation et sur la composition du jury.

La cérémonie officielle se passera dans la commune de Nabadji.

Le Gouverneur a aussi abordé la question des moyens matériels et financiers. A ce titre, les comités d'organisation doivent rechercher les moyens additionnels pour la réussite de cette journée. Dans cette dynamique, il est attendu des élus nationaux, des collectivités locales, des cadres de Matam, des projets et programmes, des ONG, des sociétés, des services techniques, de la société civile et de toutes les bonnes volontés, une participation pour atteindre les objectifs.

La région compte également beaucoup sur la contribution de la FAO et du MAER. Le Gouverneur a informé le CRD des propositions faites pour la formation de six sous-comités régionaux avec leur composition ;

Le Gouverneur a enfin présenté l'agenda provisoire de la Journée Mondiale de l'Alimentation.

Après la note introductive du Gouverneur, les débats et discussions ouverts ont porté essentiellement sur des contributions, des félicitations, des questionnements, des manifestations d'engagement pour la réussite de l'événement et sur des éclairages que les différents membres du CNO ont tenté de donner par des réponses dont la clarté a été saluée par le Gouverneur. Les membres du CNO ont apporté des informations complémentaires.

Une réelle motivation doublée de dyna-

misme a été noté dans la salle ; ainsi beaucoup d'idées ont été émises en vue de conférer à l'événement une réussite totale.

Une disponibilité bien appréciée par le Gouverneur qui considère cet enthousiasme comme l'expression d'une responsabilité collective qui doit être pleinement assumée.

Des membres de Délégation Nationale à la Protection Sociale ont insisté sur les aspects de capitalisation en faisant le link entre la protection sociale et le développement agricole à travers une approche intégrée et systémique à travers leurs programmes ; ils ont d'ailleurs proposé un thème qui sera porté à l'attention des membres du CNO.

Les représentants des services techniques, des organisations de producteurs, des projets et les programmes ont exprimé leur volonté de contribuer à la réussite de la Journée Mondiale de l'Alimentation dans leur région. Ils ont tous salué l'engagement des autorités régionales pour accompagner et propulser le développement économique et social de la Région dans une cohérence soutenue avec les projets et programmes. Des problématiques comme l'émigration et la protection sociale ont été évoquées et il a été jugé nécessaire de les cibler pour un meilleur ancrage avec l'Agriculture.

Les jeunes les femmes ne seront pas en reste ; leur implication est requise pour la réussite de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Leur engagement est apprécié à sa juste valeur.

Le Gouverneur a salué la disponibilité et le fort engagement des acteurs et des autorités et a fait part de son optimisme avéré en vue d'une réussite totale de la Journée. Cet espoir se fonde sur sa foi en bandoulière et sa croyance d'apporter sa contribution à la construction d'une vision et la conduite d'une politique agricole et de développement rural pertinente pour le Sénégal.

Dans cette optique, il est opportun de revisiter et de tenir compte des contribu-

tions, éclairages et propositions apportées afin de relancer une bonne organisation de la Journée.

De fermes résolutions ont été annoncées à la fin du CRD prenant en compte les différentes préoccupations des acteurs. Des remerciements ont été adressés aux différents acteurs pour la qualité et la pertinence des travaux abattus pour la réussite de la JMA 2015. L'assurance a été donnée, au nom de la région, aux autorités, au CNO, pour ne ménager aucun effort pour la réussite de la JMA. Des félicitations et remerciements ont été aussi adressés aux projets et programmes pour leur détermination et engagement à accompagner la région.

Une invitation a été adressée au Waly de Gorgol, de la République Islamique de Mauritanie, ses collaborateurs, un groupement féminin et une troupe culturelle pour sceller la beauté des relations fraternelles entre les deux pays.

Il a été retenu de mettre en exergue la diversité d'acteurs pour l'exposition de produits locaux.

Il convient aussi de prendre des mesures sécuritaires, avant, pendant et après la JMA.

Il a été décidé d'étoffer le sous-comité scientifique et de procéder à l'information des autorités et acteurs sur la recomposition des sous-comités régionaux et des responsabilités à confier après les échanges étendus sur les mesures idoines.

La nécessité a été retenue de faire face aux défis de l'autosuffisance alimentaire, aux changements climatiques, à la dégradation des milieux et paysages, à la modernisation décisive de l'élevage, à la bonne gestion de nos milieux fluviaux et aquatiques.

Avant de procéder à la clôture du CRD, le Gouverneur a remercié tous les participants avant d'informer les membres proposés aux différents sous-comités des réunions qui vont démarrer dans la semaine.

Rokhaya Athie Stagiaire et
Babacar Sène

SIPA, SRI

Ces innovations technologiques qui garantissent la sécurité économique aux plus pauvres

Après plusieurs phases marquées par de précieuses réalisations au profit des populations de la onzième région du Sénégal, le Projet de développement agricole de Matam (Prodam) consolide ces acquis majeurs dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de la promotion socio-économique durable des populations rurales. Prodam/Csa, démarré voilà maintenant trois ans, renforce l'offre de produits céréaliers et horticoles et booste la création d'emplois et la génération de revenus. Ceci, à travers l'introduction d'innovations technologiques porteuses de progrès et de croissance.

PRODUIRE PLUS ET MIEUX AVEC LE SRI

C'est connu, le riz est un aliment de base au Sénégal. Malgré d'énormes potentialités, la courbe de croissance de la production rizicole ne suit pas celle du taux démographique. Conséquence, la question de l'autosuffisance en riz se pose toujours avec acuité. En effet, la production locale de riz n'arrive pas à encore à satisfaire la demande interne. Dès lors, les importations qui deviennent alors une source plus fiable d'approvisionnement provoquent par la même occasion une importante hémorragie de devises. En plus, cette situation précarise les moyens d'existence des couches les plus défavorisées de la population, qui ne disposent pas de revenus suffisants pour accéder à cette denrée importée. Pour remédier à cette difficulté, n'est-il pas opportun d'envisager d'autres systèmes de culture plus efficaces en lieu et place de ceux développés jusqu'ici et qui ont véritablement montré leurs limites. Le Prodam a engagé la réflexion depuis plusieurs années mise sur le Système de Riziculture intensive(SRI).Le SRI devrait beaucoup aider à l'intensification des productions rizicoles selon les responsables de ce projet de développement agricole et rural. Introduite par le Prodam dans la région de Matam depuis 2008, cette une technique culturale qui permet de produire plus de riz e en utilisant moins d'eau et d'intrants technologie a suscité beaucoup d'engouement de la part des populations au vu des résultats qui ont été obtenus. D'après Saboury Ndiaye, le Responsable de la Planification /Suivi/ Evaluation au Prodam /Csa, le projet est en phase de mise à l'échelle de cette innovation de taille pour répondre à l'objectif d'augmentation de l'offre en riz. « La production a démarré dans la zone du Walo avec l'utilisation de cette technologie dans les périmètres déjà aménagés pour ce système .L'année dernière, nous avons trois cent hectares mis en valeur avec le SRI qui ont permis d'avoir des rendements en moyenne de 12 tonnes à l'hectare .Sur cette lancée, nous un programme de 2000 hectares à atteindre en 2017 et les travaux en matière d'aménagement de mise aux normes SRI sont très avancés. A date, nous avons pu réaliser 74% des objectifs » fait remarquer cet agroéconomiste. Un progrès important comparé aux rendements de base qui tournent autour de 6 tonnes à l'hectare. Même son



de cloche chez les riziculteurs qui saluent l'introduction de cette innovation. « Certains producteurs notamment de Woudourou et de Nguidjilone ont déjà pratiqué le SRI il ya de cela quelques années avec le Prodam. Maintenant, c'est la mise à l'échelle de cette technique qui a beaucoup séduit ici par ses avantages multiples. Aujourd'hui, nous recevons énormément de demandes venant des riziculteurs dans notre zone d'intervention » déclare le Président de la Fédération Kawral/Nguénar/Bosséa. L'introduction et l'application à grande échelle du SRI dans la zone de production du Walo ont été rendues possibles grâce au réseau des producteurs structurés autour de cette Faïtière. Des animateurs – personnes ressources de ladite fédération et bénéficiant d'une solide formation faisant d'eux des relais formateurs paysans , sont en charge de la vulgarisation de cette innovation technologique.

UN SYSTÈME DE GOUTTE À GOUTTE MOBILE EN PRIME

L'autre innovation de taille relative au renforcement de l'offre en produits horticoles et de génération d'emplois et de revenus, c'est le système de création de Sociétés d'Intensification de la Production appelées communément SIPAs. Spécialistes dans la production agricole intensive moderne avec des spéculations à hautes valeur ajoutée et de type commercial, ces Petites Moyennes Entreprises Rurales(PME) demeurent une attraction dans la zone agro écologique du Diéri .Dans le sillage de



Prodam2 / Extension qui avait vu l'installation de 14 unités, l'objectif du projet est de mettre en place de 30 autres SIPAs dans la région de Matam et dans le département de Podor. « En plus des SIPAs de première génération, les nouvelles chaque seront en mesure d'employer chacune cent cinquante jeunes 150 jeunes. Nous avons un objectif d'aménagement de périmètres goutte à goutte de 1200 hectares .Aujourd'hui nous sommes à un taux de 76% pour atteindre l'objectif d'aménagement en termes d'aménagement de périmètres avec le goutte à goutte et l'ensemble des forages est

presque réalisé » informe le Responsable de la Cellule/Amélioration du Potentiel Productif au Prodam/Csa. A en croire Mamadou dieumbe Diéye, les travaux d'aménagement et de réalisation des infrastructures devant accompagner ces SIPAs sont très avancés. S'agissant de l'exploitation, la révolution, c'est l'introduction du PMBI (Précision Mobile Drip Irrigation), un système goutte à goutte mobile articulé par un pivot ;ce système presente beaucoup d'avantages par rapport aux traditionnels réseaux fixes enterrés.

MAMADOU THIerno BA (DIRECTEUR DU PRODAM/CSA)

«La généralisation du SRI devrait être un élément contributif à l'autosuffisance en riz en 2017»

Instruit par une solide expérience dans le domaine du développement agricole et rural, le Prodam est devenu un véritable centre d'apprentissage où des innovations de taille sont régulièrement introduites pour apporter des changements qualitatifs dans les conditions des populations cibles. Il s'agit aujourd'hui de consolider ces différents acquis afin de repousser encore plus les barrières de la pauvreté rurale. Ce qui passe nécessairement par une adoption rapide et massive de ces grands changements par les acteurs à la base. Laquelle reste fortement corrélée à une bonne maîtrise de l'environnement socio-économique voire culturel. C'est le sentiment du directeur du Prodam/Csa, un projet du gouvernement du Sénégal qui s'emploie depuis son démarrage, à augmenter l'offre de produits céréaliers et horticoles dans la région de Matam et le département de Podor, la création d'emplois et la génération de revenus. Dans l'entretien qui suit, Thierno Mamadou Ba évoque aussi, entre autres questions abordées, la problématique de l'autosuffisance en riz au Sénégal, le rôle prépondérant à jouer par les jeunes ruraux dans le déclenchement du progrès dans les zones rurales. Entretien

Monsieur le Directeur, le Prodam/Csa est présenté comme un projet de mise à l'échelle d'innovations majeures. Peut-on avoir une idée des différentes expériences sur lesquelles s'adosse ce projet de développement agricole et rural et quelle importance revêtent ces innovations ?

Thierno Ba : permettez-moi d'abord de rappeler brièvement le cadre dans lequel nous travaillons. Le projet de développement de Matam / Consolidation de la Sécurité Alimentaire de Matam est un projet du gouvernement du Sénégal, financé conjointement avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) à hauteur de 13 milliards de FCFA. C'est un outil d'opérationnalisation de l'axe 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE) et des cinq axes stratégiques du Programme de Relance de l'Accélération de la Cadence de l'Agriculture (PRACAS) à travers l'introduction d'innovations technologiques comme leviers de lutte contre la pauvreté, de création d'emplois et de richesse en milieu rural. Dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural, l'introduction des innovations technologiques et/ou institutionnelles revêt une grande importance. Par le passé, on a eu toujours tendance à indexer le niveau d'éducation et de formation des acteurs à la base comme étant un facteur limitant à l'introduction des technologies avancées. A tort, d'ailleurs, car, l'expérience montre que les réceptacles ou les destinataires peuvent bien s'approprier de ces nouveautés si elles sont opportunément introduites. Ce qu'il faut, c'est structurer la manière de les introduire et de les développer dans l'environnement. J'ai souvent l'habitude de donner deux exemples à titre explicatif. D'abord, celui des véhicules très sophistiqués achetés et conduits par des cadres supérieurs qui ne connaissent pourtant rien à la mécanique et ignorent souvent tout du fonctionnement du moteur à explosion. Quand ces véhicules tombent en panne, le premier réflexe de ces personnes formées à d'autres savoirs, c'est de trouver un spécialiste pour la réparation. L'autre, c'est le téléphone portable, une technologie extrêmement avancée que vous trouvez dans le plus petit hameau du Sénégal et manipulée par un paysan. Pourquoi penser alors que les technologies de pointe ne peuvent pas être introduites dans le monde rural sous prétexte d'un faible niveau de formation ou d'éducation ? Ce débat n'est plus d'actualité et il faut continuer à apporter des technologies aux acteurs à la base pour leur permettre d'avancer, de réaliser des performances. Le défi majeur est d'asseoir des dispositifs

bien structurés, adaptés à l'environnement dans lequel évoluent ces acteurs. En 2005, quand il s'est agi d'introduire le système de gestion goutte à goutte dans les périmètres horticoles du Diéri, d'aucuns avaient dit que c'était très sophistiqué pour le producteur. Mais à l'épreuve, ce dernier est arrivé à le maîtriser et même à l'améliorer. Et le progrès ne s'arrête pas là. Tenez, en poussant la réflexion nous avons trouvé que les américains avaient développé un nouveau système de goutte à goutte mobile dénommé PMBI (Précision Mobile Drip Irrigation). Comparé à l'autre système fixe, il présente des avantages significatifs que nous allons mettre à la disposition des producteurs. C'est dire que nous collons aux avancées technologiques non pas par snobisme mais dans le but de lever progressivement les contraintes sur lesquelles butent les producteurs. Le Prodam CSA met actuellement un programme de trente(30) périmètres équipés de ce système goutte à goutte mobile articulé par un pivot dans les départements Matam, de Podor et de Kanel. Une autre technologie introduite à partir de 2008 dans le Walo, c'est le système de riziculture intensive (SRI) qui permet d'augmenter significativement les rendements de référence et de disposer suffisamment d'excédents commercialisables pour avoir des gains qui permettent de satisfaire un certain nombre de besoins. Là aussi, il a fallu expliquer, démontrer et vulgariser que cette technologie innovante assurait un meilleur développement de la plante et des rendements plus élevés dans les parcelles. Ces technologies viennent s'ajouter à d'autres pratiques innovantes telles que le système du siphonage comme mode d'irrigation des périmètres irrigués Villageois(PIV). De l'optimisation des coûts d'irrigation à la durabilité des canaux en passant par l'augmentation de la productivité des aménagements hydro agricoles, les gains du temps de travail et de main d'œuvre et également la réduction des conflits, les avantages comparatifs sont réels. Ces deux innovations sont d'ailleurs mises à l'échelle. Adoptées par la majorité des riziculteurs de Matam, elles commencent à entrer dans les mœurs des producteurs du département de Podor. Ces technologies qui ont convaincu par leurs résultats sont devenues une exigence des producteurs de Matam sur les nouveaux aménagements. Au début, c'était quelque peu difficile à l'image de tout changement. Mais la démonstration et la vulgarisation ont vite rallié les sceptiques.

A l'aune des résultats probants enregistrés, quelle a été l'approche prônée pour



faire ce saut qualitatif d'autant plus qu'il n'est pas aisé de faire évoluer les vieilles pratiques ?

Thierno Ba : Sans être exhaustif, je viens d'énumérer quelques innovations technologiques introduites et qui sont accompagnées d'autres, celles là institutionnelles qui permettent d'arriver rapidement à une appropriation par les acteurs à la base. Dans le cadre, je peux citer les Sociétés d'Intensification de la Production Agricole(SIPA), un modèle de création d'emplois durables et génération de revenus en milieu rural, si on a opté pour la formule des SARL, ce n'est pas par pur hasard. C'est le statut qu'il fallait pour opérationnaliser le schéma institutionnel que nous voulions mettre en place. Ce schéma est bâti sur un partenariat public/privé qui améliore la compétitivité des chaînes de valeur. On voulait de véritables PME rurales adossées à la Loi Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) qui préconise la professionnalisation et la formation des jeunes ruraux dans des métiers agricoles. Cette panoplie d'innovations s'inscrit dans une approche de développement rural intégré. Au Prodam, nous sommes convaincus que les cibles doivent être des acteurs de leur autopromotion et de la lutte contre la pauvreté rurale. C'est pourquoi, dès le départ, nous avons misé sur la réhabilitation institutionnelle. Nous avons beaucoup travaillé à ce que les institutions chargées de l'auto-développement soient solidement structurées. La gestion est un facteur extrêmement important du système dans lequel nous voulions les insérer, c'est le fil conducteur de notre démarche qualité axée sur la formation des organisations paysannes de façon à instaurer une bonne gouvernance dans leurs activités. Bref, il fallait que les Organisations Paysannes arrivent faire ce qu'on leur recommande de faire parce que ce sont des

Opérateurs économiques. Donc, l'enjeu c'était de réussir une autonomie opérationnelle de la majorité de ces OP. Puis, l'étape suivante a consisté en la structuration d'une faïtière qui englobe l'ensemble de ses organisations paysannes. Cette Structure transversale nous vaut aujourd'hui énormément de satisfaction. Non seulement, elle prend bien en charge certaines fonctions qui sont beaucoup plus rentables de façon communautaire mais aussi constitue un solide relais du Prodam, et des autres institutions opérant dans le développement rural de Matam. La vulgarisation du SRI confiée à cette Organisation constitue un exemple. Dans le cadre de ce programme, ce sont les membres de la Fédération qui expliquent et vulgarisent la technique auprès d'autres paysans. Au total, je pense que les résultats auxquels nous sommes arrivés par le biais de l'introduction de ces différentes innovations et la manière de les adapter à l'environnement sont encourageants.

La question de l'intensification et de la double culture se pose toujours avec acuité au Sénégal. Qu'est-ce que le SRI peut apporter dans l'entreprise nationale de réalisation de l'autosuffisance en riz ?

Thierno Ba : le Système de Riziculture intensive(SRI) est un élément qui devrait beaucoup aider l'intensification des productions rizicoles. C'est une technique culturale qui permet de produire plus de riz e en utilisant moins d'eau et d'intrants. Introduite par le Prodam dans la région de Matam depuis 2008, cette technologie a suscité beaucoup d'engouement de la part des populations au vu des résultats qui ont été obtenus ; mais aujourd'hui le projet est en phase de mise à l'échelle de cette innovation pour répondre à l'objectif d'augmentation de l'offre de produits céréaliers, singulièrement le



riz. Grâce aux travaux qui sont en cours, aujourd'hui nous avons pu réaliser, à date, 74% des objectifs en matière d'aménagement de mise aux normes SRI sur un objectif de 2000 hectares à atteindre en 2017. Cette performance nous permet aujourd'hui de finaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de mise aux normes SRI dès la deuxième année de mise en œuvre du projet et de disposer de suffisamment de temps consacré à la mise en valeur, aux aspects de renforcement de capacités et d'appui à la mise en marché. Sous ce rapport, il est fondamental que les paysans adoptent massivement ce système qui permet d'avoir des rendements moyens de 10 tonnes à 13 tonnes/ha. Cela a été vérifié sur le terrain et déclamé par les producteurs de riz. Pour la région de Matam les besoins en riz blanc sont évalués à environ 77000 de paddy, les projections montrent clairement qu'il est parfaitement possible avec les superficies actuellement aménagées d'atteindre l'autosuffisance en riz dès l'année prochaine si la double culture est pratiquée avec un taux d'intensité minimale de 1,5. Toutefois, il faut parallèlement travailler de manière obstinée dans le sens d'un changement de comportement du facteur humain, qui constitue le maillon faible du système. Le facteur humain étant représenté par les opérateurs de la production de riz c'est-à-dire les organisations paysannes. Ces Organisations doivent impérativement s'insérer réellement dans l'économie de marché, aspirer à gagner plus et produire plus. Si les producteurs continuent de penser que la finalité c'est la sécurité alimentaire de leurs ménages, il y a problème. A partir de rendements de 7 à 9 tonnes sur un hectare de riz, un ménage de dix à douze personnes est largement autosuffisant pour toute l'année. Mais cela ne constitue pas une raison valable pour faire l'impasse sur la culture de contre saison. Car, vous affectez négativement les autres sénégalais qui ont besoin de ce riz. D'ailleurs, les rendements SRI en contre saison sont plus élevés que les rendements que l'on obtient en hivernage avant à cause du contrôle beaucoup plus régulier de l'irrigation. En saison sèche, on peut avoir des rendements moyens de l'ordre de 10 tonnes/ha. Si on arrive à pérenniser ce résultat comme prévu dans le PRACAS, et qu'on réalise en 2015 60000 hectares en hivernage et 60000 hectares en contre saison, l'autosuffisance serait atteinte avec l'intensification des cultures. Au regard des rendements substantiels obtenus par le SRI, il faut plus d'efforts de vulgarisation, de travail au niveau de ces organisations paysannes pour qu'elles s'adonnent à la double culture. La participation à la double culture a été très pauvre quasiment nulle l'année dernière au niveau de Matam, ce n'est pas la bonne voie si l'on veut atteindre rapidement l'autosuffisance. Il faut inciter à la production sans attendre le mois d'avril ou de mai pour démarrer la contre saison de riz. Dès le mois de février, l'itinéraire technique doit être déclenché et la récolte attendue en mai ou juin. Avec la moto mécanisation, les producteurs sont en condition de lancer une autre culture. Une pépinière en SRI prend chez nous une semaine contrairement aux pépinières qui durent trois semaines voire un mois. Je suis convaincu que la généralisation du système devrait être un élément contributif à l'autosuffisance en riz en 2017. Au risque de me répéter, je dis qu'il faut agir et continuer d'agir sur le facteur humain c'est-à-dire emmener les producteurs à s'intégrer dans l'économie de marché qui va les inciter tous à travailler dans la contre saison pour gagner plus. Dans la zone de production du Walo, le système est pondéré par les importants flux financiers de l'émigration. Avec les flux migratoires, ceux qui font tourner les réseaux de production actuellement dans le Walo sont les vieux et les femmes dont le souci premier est la reproduction et l'entretien du système social. Les porteurs de progrès, les déclencheurs du progrès sont les jeunes qui sont absents. C'est pourquoi, il est important que les organisations de producteurs s'insèrent bien dans les systèmes de production, de commercialisation et de transformation. Le challenge majeur, c'est d'arriver à l'émergence d'une race de jeunes entrepreneurs ambitieux, aspirant à améliorer leur cadre de vie par l'exercice noble de métiers agricoles et ruraux.

FÉDÉRATION KAWRAL/NGUÉNAR/BOSSÉA

Un modèle réussi de professionnalisation des Organisations Paysannes



Quand des organismes paysannes ont la capacité de prendre en charge des fonctions économiques essentielles telles que l'approvisionnement en intrants et matériel agricoles, la commercialisation ou la transformation, et à délivrer des services diversifiés et réguliers à leurs membres, c'est déjà un gage d'autonomie opérationnelle et de pérennisation des interventions des partenaires au développement. A l'image de la Fédération Kawral/Nguénar/Bosséa qui vaut aujourd'hui énormément de satisfaction aux responsables du Projet de Développement Agricole de Matam (Prodam) qui a suscité sa création. Fruit d'un long processus de structuration et de professionnalisation des groupements de producteurs du Walo, le poumon économique de la région, cette faitière marque sa présence sur terrain.

Maillon essentiel dans les stratégies de ciblage des ruraux pauvres, les organisations paysannes constituent une portée d'entrée pour l'identification et la priorisation des besoins des petits producteurs. Faiblement structurées, nombre d'entre elles dont la dynamique repose souvent sur la capture de rente des projets de développement, n'ont pas généralement la capacité pour répondre au transfert de charges dans un contexte de retrait des services publics de certaines fonctions économiques. D'où tout l'intérêt accordé par le Prodam à la professionnalisation des acteurs à la base pour faciliter leur auto prise en charge, souligne le responsable de la Cellule de promotion des PME, d'accès aux ressources financières et d'insertion dans les systèmes marchands.

-LA RÉHABILITATION INSTITUTIONNELLE, UN PASSAGE OBLIGÉ-

« Lors de la première phase du Prodam, la stratégie de développement mise en place pour assurer la sécurité alimentaire de la région de Matam, est partie d'abord d'une analyse fine des causes structurelles de la situation de précarité dans laquelle se trouvait la zone du Walo. Les populations agricoles n'étaient pas capables de produire suffisamment du fait d'aménagements obsolètes, de l'enclavement de l'inéligibilité des organisations de producteurs aux financements des banques, entre autres contraintes. Il fallait donc structurer, stratifier cet environnement économique et social pour les organisations paysannes qui constituent d'ailleurs la majorité des gens qui sont touchés par la pauvreté, soient en mesure de se prendre en charge et de régler, par la même occasion, leurs problèmes de développement socio-économique dans la durée » poursuit Cheikh Fall. Ainsi, ces organisations paysannes ont

été stratifiées en trois niveaux de développement suivant des critères bien déterminés. Ce travail de Sisyphe a permis d'éviter de faire une formation massale mais des formations ciblées en fonction des besoins de chaque strate. « L'idée c'était de faire passer les OP d'un niveau 1 à un niveau 2 ou 3. Par exemple, si une organisation a acquis pratiquement les thèmes assimilés à une bonne gouvernance et est redevenue éligible au niveau des banques pour assurer les concours financiers requis, nous considérons qu'elle est maintenant en mesure de voler de ses propres ailes » ajoute M. Fall, très heureux de dire que 70% de ces organisations paysannes ont atteint en 2011 le stade d'autonomie opérationnelle. Puis cap sur l'appui à la structuration d'une fédération qui regroupe l'ensemble de ces groupements du Walo. Toutefois, il a fallu avancer avec prudence, attendre que les entités de base soient suffisamment fortes pour garantir la mise sur pied d'une structure fédérative. Une structure transversale apte à prendre en charge certaines fonctions essentielles, parler au nom, négocier, faire le lobbying avec l'extérieur au nom du groupe. Bref, tirer vers le haut les organisations de base qui traînent derrière. Chose faite depuis 1998 quand 42 groupements mutualisent leurs forces pour créer la Fédération du Walo, rappelle son actuel président. A ce jour, la Fédération qui compte 178 groupements membres poursuit son bonhomme de chemin. Elle a atteint même sa maturité. Abdoulaye Seydou Diaw, son responsable moral confirme : « Nous traitons avec la plupart des projets et programmes de développement intervenant dans la région. Au premier rang desquels le Prodam, la Saed et le Padaer. C'est dire que nous disposons d'un solide réseau d'animateurs qui font l'encadrement de proximité. Ces derniers collectent

et remontent les données, font le suivi de la campagne ». Cerise sur le gâteau, la Fédération dispose en son sein d'un pool d'experts- paysans dont les services sont bien appréciés. Ces paysans consultants ont acquis des connaissances solides avec le Prodam. L'année dernière, nous avons enregistré une demande en provenance de Tambacounda manifestant son intention de faire du SRI. Un pas qualitatif franchi par cette organisation faitière, précise Cheikh Fall. « Voyez, la vulgarisation du SRI confiée par le Prodam à cette Organisation constitue un exemple. Dans le cadre de ce programme, ce sont les membres de la Fédération qui expliquent et vulgarisent la technique auprès d'autres paysans. Nous sommes très satisfaits du travail effectué » relève le technicien, rassuré par la qualité des prestations de ces paysans qu'il a vus 'grandir'.

-UNE MUTATION QUALITATIVE-

C'est une belle expérience riche en réflexions et découvertes, confie cet autre membre de la Fédération, rencontré sur le site de Goal en pleine séance d'explication avec des riziculteurs. Les responsables de la Fédération ont découvert qu'une activité de suivi de qualité est exigeante en temps, en moyens et en compétences, et qu'elle nécessitait une organisation efficace au niveau de la fédération. Le suivi d'initiatives à la base par les structures paysannes s'accompagne de coûts économiques et sociaux. D'où tire t-elle les moyens pour cela? Pas de souci majeur selon Abdoulaye Seydou Diaw : « les ressources proviennent des prestations de services. Les projets de développement rural nous font confiance. Nous avons des sources fiables de rentrée de fonds pour bien mener nos activités. Ceci, en sus des rentrées d'argent traditionnelles issues des droits d'adhésion et des cotisations».

ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS

Quand les guichets villageois dopent l'économie rurale

A la faveur de leur restructuration en mutuelles, les anciennes caisses d'épargne et de crédit (Capec) ont franchi un pas qualitatif en direction d'une participation accrue des organisations paysannes au financement du développement de leur terroir. Et pour cause, les guichets autonomes des mutuelles du Diéri et du Walo ont non seulement facilité l'accès au crédit aux plus pauvres mais aussi arrivent à fournir des services financiers durables en soutien à leurs activités économiques dont la plus saillante demeure la mise en valeur des périmètres irrigués villageois. Ceci, grâce à l'appui du Projet de développement agricole de Matam(Prodam).

Dial/Pêcheurs, l'un de ces nombreux villages de la zone Walo rendu accessible par d'importants ouvrages de désenclavement érigés par le Prodram (pistes, ponts). Ici, agriculteurs, pêcheurs et éleveurs cohabitent harmonieusement. En cette matinée ensoleillée d'octobre, cette localité semble se vider de ses occupants. La cause, les travaux champêtres qui battent leur plein. Toutefois, ce calme plat contraste avec l'ambiance qui prévaut au niveau de la 'Banque' du village. En réalité, il s'agit de l'un des trois guichets de la mutuelle Bilbassi/Nguidjilone dont le siège est sis à Nguidjilone. Très animé, ce point de services reçoit dans un cadre accueillant plusieurs clients parmi lesquels des dames d'un certain âge. Renseignement pris, c'est le Prodram qui a appuyé la réfection, la fourniture et l'installation des équipements flamboyants de cette ancienne caisse populaire d'épargne et de crédit(Capec). D'après Mamoudou Niang, son jeune gérant, le guichet polarise aujourd'hui plusieurs villages et hameaux du Walo. Le profil de la clientèle ? « Nous recevons ici principalement des demandes de crédit individuel ou collectif, réparties entre les organisations de producteurs, les commerçants. On pratique différentes sortes de crédit allant du crédit d'urgence au crédit de campagne en passant par le crédit pour les activités de commerce et d'élevage. Notre principal partenaire financier externe, c'est le Fonds d'appui aux initiatives locales, FAIL des conseils départementaux de Matam qui a octroyé une ligne de crédit de 46 millions » explique-t-il avec force détails. Et de poursuivre : « Le crédit est presque du revolving .On le prend, on rembourse puis c'est une nouvelle demande qui est encore soumise à l'appréciation du comité de crédit. Dieu merci, le niveau de remboursement est satisfaisant et même excellent chez les femmes. Le comité de surveillance veille au grain. Toutefois, là où on commence à éprouver des difficultés c'est par rapport au crédit de campagne contracté par les producteurs, certains d'entre eux traînent toujours des arriérés que nous tenons à recouvrer ». Une situation confortée par le Président de la Fédération des producteurs du Walo avec qui les responsables de la 'banque' entretiennent de solides rapports de collaboration. Selon Ablaye Seydou Diaw, malgré les mesures de prudence prises en amont, il existe



encore des producteurs qui doivent de l'argent à l'Agence et l'organisation faitière travaille au quotidien pour que le remboursement soit effectif quelque soient par ailleurs les raisons du manquement. Même pour les cas de sinistres ou de calamités occasionnant des dettes, il ya une procédure de constat à suivre avec les services techniques et ensuite les possibilités de remboursement sont étudiées avec la structure financière, avance Amadou Kane, technicien au Prodram. Le crédo, c'est la transparence et tout le monde y trouve son compte. En clair, cette infrastructure financière locale règle beaucoup de problème auxquels nous étions en butte dans cette zone de production agricole par excellence, souligne-t-il avant de noter qu'en accédant aux crédits, les populations rurales développent ainsi des activités génératrices de revenus et améliorent substantiellement leurs conditions de vie. « Maintenant, on n'a plus besoin du visa obligatoire du Prodram pour disposer de financements de campagne. A la veille de chaque campagne, les comités de crédit se réunissent, examinent les demandes, font les vérifications préalables sur le terrain et délibèrent. C'est une avancée significative qui fait gagner du temps et de l'argent aux producteurs » fait-il savoir. Fort des acquis de ces devanciers c'est-à-dire les Capec qui avaient, entre autres avantages, rapproché le système financier des populations locales, l'agence de Dial-Pêcheurs contribue efficacement au développement de l'économie rurale. Bâties à partir des dotations aux amortissements des équipements (motopompes ; magasins de stockage etc.) que les paysans avaient logées dans les différentes banques, celles-ci ont évolué au grand soulagement des populations locales.

Éloignées des villes jusqu'à une période récente, ces dernières accèdent désormais à des services financiers de qualité. En attestent l'élargissement du sociétariat, l'accroissement de l'enveloppe de crédit et l'introduction de nouvelles lignes qui crédibilisent davantage cette institution financière décentralisée. Et pourquoi ne pas incorporer des services d'envoi et de retrait de fonds dans cette zone de forte tradition d'émigration en plus des activités d'épargne et de crédit. Une possibilité à laquelle on réfléchit beaucoup au niveau de Bilbassi et de ses agences et qui enchante beaucoup ici, nous dit Mamoudou Niang. Afin d'accompagner cette mue qualitative, le Prodram a, en plus de la fourniture d'équipements, aidé à la mise en place de nouvelles procédures de gestion administrative, financière et comptable et de nouveaux plans d'affaires et appuie chaque année l'établissement des Etats financiers des deux MEC. Ces opportunités leur permettent selon Adama Thioune, le Chargé des Institutions financières décentralisées au niveau dudit projet, de disposer d'états financiers certifiés. C'est une bonne nouvelle pour le Prodram qui peut maintenant se satisfaire d'un dispositif de suivi léger car, les responsables des guichets et de la mutuelle sont aujourd'hui en mesure de manager leur membership, de faire une bonne lecture du marché et même de développer des stratégies idoines de recouvrement. « J'estime que les conditions sont réunies par la mutuelle pour faire des avancées significatives et aller dans le sens de l'établissement d'un réseau avec d'autres guichets existant dans la zone. Cette zone très dynamique a besoin d'être suffisamment couverte par une mise en réseau. Ce qui renforcerait davantage ces institutions

financières décentralisées » relève ce spécialiste qui ne doute point de la viabilité de ces institutions financières locales. La preuve par l'engouement que celles-ci suscitent auprès des populations rurales. Oumou Sow, une ménagère habitant le village de Sylla ne dit pas le contraire. « Je suis une habituée des lieux, je suis venue ce matin honorer une échéance mensuelle du crédit que j'avais contracté il ya de cela trois mois. Je suis dans le commerce du poisson. J'achète au niveau du Diéri et je revends dans les villages du Walo. Les affaires marchent grâce au soutien du guichet de Dial-pêcheurs. En tant que chef d'un ménage rural, je m'occupe de ma progéniture à la faveur des revenus que je tire de cette activité » souligne la quinquagénaire. Elles font légion, ces braves dames qui développent des activités économiques soutenues par le crédit. De facto, ce crédit contribue au développement des activités économiques du monde rural et à la lutte contre la pauvreté, commente la Chargée/Genre du projet. Pour Docteur Arame Top Diop, les femmes qui prennent ces crédits sont conscientes de l'exigence de remboursement dans les délais et sont donc plus actives dans le marché que les autres. Ce crédit rend les femmes plus dynamiques. « On l'a bien constaté dans les périmètres maraîchers mis à la disposition des femmes par le Prodram. Ces dames planifient leur spéculation en fonction des besoins du marché, prennent du crédit opportun et mettent en valeur leurs parcelles. Les revenus tirés de ces activités leur permettent de gérer les foyers. Ce pouvoir économique des femmes commence à être investi en pouvoir social. Cela veut bien dire qu'elles sont socialement revalorisées » ajoute Mme Diop.

FAITES CONNAISSANCE AVEC..... BINETA HANNE (GÉRANTE DE LA SIPA DE THIAMBÉ-MATAM)
«Je vois loin maintenant....»

Au contact du Projet de Développement Agricole de Matam(Prodam) dont les appuis ont profondément interagi sur son parcours professionnel, elle s'est frayé un chemin pour aujourd'hui affirmer son leadership. A la tête d'une entreprise rurale promue par le Projet, Bineta Hanne travaille inlassablement à la pérennisation des acquis de ce modèle créateur de richesse et d'emplois dans son terroir. 'Agropasteur' est allé à la rencontre d'une jeune dame devenue très ambitieuse.

Sur le site de Thiambé, chef -lieu de la commune rurale du même nom dans le département de Matam, se découvre la Société d'Intensification de la Production Agricole(SIPA).Une innovation de taille du Prodam visant à juguler, entre autres objectifs, le chômage des forces vives des terroirs du Diéri. Depuis 2010, date de son démarrage, une centaine de jeunes et de femmes 'bougent' au sein de cette SIPA en vue de relancer l'offre de production agricole et d'améliorer leurs revenus dans une zone traditionnellement déshéritée .La trentaine bien sonnée, Bineta est membre associé et gérante de cette Structure. Trouvée en pleine discussion avec quelques collaborateurs au milieu d'un vaste champ communautaire où plusieurs cultures se développent avec bonheur, elle s'affaire autour de certains réglages pour un suivi efficient des cultures. La gestuelle sûre, elle donne de la voix pour vérifier que les dernières instructions sont bien exécutées. « Voyez, nous sommes actuellement sur dix hectares de sorgho, cinq hectares de niébé et trois hectares de melon. Nous planifions et échelonons notre production en fonction des besoins du marché. Quatre autres hectares de melon seront mis en valeur au mois de janvier prochain et les cycles de production se poursuivent. C'est comme cela que nous procédons, lentement mais sûrement. En corrigeant les lacunes au fur et à mesure, on arrive maintenant à produire toute l'année et à bien produire » explique t-elle. Mais rien n'était garanti à l'avance, il a fallu se ceindre les reins et mener le combat pour arriver à ces résultats encourageants. Mon challenge de départ, c'était d'arriver rapidement à une observation stricte du règlement intérieur pour une bonne organisation du travail, nous dit-elle. C'était un défi colossal pour moi car, il fallait prouver que je pouvais bien tenir face à certaines pesanteurs qualifiées de rigides. Ce qui n'était pas évident dans un environnement socio culturel marqué par une forte prégnance des générations âgées dans les pouvoirs décisionnels locaux. Puis, on n'est guère habitué ici à voir la femme jouer les premiers rôles. Avec le soutien inconditionnel de la quasi-totalité des membres, elle est arrivée subtilement à convaincre tout ce beau de l'intérêt majeur du respect des règles de fonctionnement de la SIPA. Actuellement, tous les sociétaires qui s'activent au sein de cette Unité, adhèrent aux règles édictées et mènent le même combat pour le recul des barrières de la vulnérabilité et de la pauvreté rurales. « Nous étions au nombre de 120 au départ, certains membres ont désisté face aux difficultés auxquelles il fallait faire face durant les premières années d'exploitation de la SIPA » ajoute Bineta. Ironie du sort ! La plupart



de ces défailtants font aujourd'hui des pieds et des mains pour tenter de retrouver leur place. Car, l'essentiel des contraintes qui inhibaient le développement de la Structure ont été levées avec l'appui du Prodam, poursuit notre interlocutrice, visiblement bien confiante en l'avenir. En témoignent les impacts sur les

niveaux et conditions de vie des membres. En plus de l'amélioration de la résilience à l'insécurité alimentaire, les ménages bénéficiaires voient leurs revenus augmentés. Ce qui représente un progrès qualitatif dans la vie de ces personnes pauvres et démunies. « Moi, personnellement j'ai vu mes revenus s'ac-

croître, ce qui me permet de stabiliser la scolarité de mes enfants et de bien veiller sur leur santé, entre autres améliorations des moyens d'existence de mon ménage, » renseigne la gérante de la SIPA de Thiambé. Pourtant, rien ne la prédestinait à cette activité qui l'occupe pleinement aujourd'hui.

De la bureautique à l'entrepreneuriat agricole

Issue d'une famille à revenus modestes, elle a dû arrêter des études scolaires pourtant très prometteuses pour rejoindre le domicile conjugal. Après une formation par intermittence en secrétariat de bureau, c'est un petit boulot temporaire dans un projet de développement local qu'elle décroche. Avec un modeste salaire, elle épargnait un peu d'argent par mois, nourrissant la secrète ambition de renforcer sa formation pour un poste rêvé d'assistante de direction dans une grande structure de développement. Peine perdue, les vicissitudes de la vie n'ont jamais favorisé la concrétisation de cette ambition. Puis, la perche est venue du Prodam qui a lancé en 2010 le programme des Sociétés d'Intensification de la Production Agricole(SIPA) dans le Diéri. La suite est connue. Elle est devenue entrepreneure agricole. Une bifurcation dans sa trajectoire de vie qui n'est pas pour lui déplaire parce que lui permettant de réaliser pleinement son potentiel. Aussi, les différentes formations qu'elle a reçues dans le cadre de la mise en œuvre de ce partenariat public-privé innovant ont renforcé son capital social. Forte de cette nouvelle posture acquise au contact de ce projet, elle s'est construit une reconnaissance sociale aussi bien de part des autorités locales que de la communauté de base. Si je suis devenue membre du conseil municipal de Thiambé, c'est aussi grâce au lea-

dership acquis grâce au projet, confie Bineta Hanne. Ce qui lui permet d'ailleurs de lancer des initiatives à la base pour mieux consolider le changement de paradigme, qui passe nécessairement par le développement d'une agriculture intensive, génératrice d'emplois et de revenus. 'Je travaille au quotidien pour porter ce message auprès de mes associés et surtout les femmes comme moi 'relève ce bout de femme d'une vitalité débordante. En tout cas, moi je veux me professionnaliser davantage, gagner beaucoup plus c'est pourquoi je suis toujours prête à m'investir plus, fait-elle remarquer, souriante. On ne peut tout attendre du projet, il faut développer des initiatives privées comme par exemple prospecter des clients aussi petits soient-ils, c'est toujours bon à prendre en attendant une structuration du marché. C'est sa conviction. Un bel état d'esprit qu'elle entend communiquer à sa communauté. En réalité, chez elle, c'est le soleil ou la pluie, mais jamais la mélancolie des indécises ni la grisaille pommelée des désabusées. Bref, Bineta sait où elle veut aller et comment y arriver. Par le travail, le dur labeur. C'est le seul secret, dit-elle. Convaincue que lorsque leur pouvoir économique se renforce, les femmes deviennent de puissants vecteurs de changement surtout dans les zones rurales, elle en appelle à un 'new deal' des



comportements et des habitudes de ses sœurs voire de ses frères. « Nous pouvons créer de la richesse et voir grand en termes de productivité et de mise en marché. Le Prodam a balisé la voie de la sécurité économique, c'est une opportunité que nous devons bien saisir par la consolidation des activités économiques que nous menons depuis maintenant quelques années » invite avec véhémence la présidente de la SIPA de Thiambé.

DR ARAME TOP DIOP (EXPERTE/ GENRE AU PRODAM/CSA

«La durabilité des programmes de développement se trouve accrue lorsque les hommes et les femmes peuvent faire valoir leurs propres priorités dans les instances de décision»

C'est coûteux pour les individus, leurs familles et même pour l'économie nationale dans son ensemble quand certains groupes sont souvent excessivement pénalisés dans leurs tentatives pour se soustraire à la pauvreté, du fait de handicaps qui trouvent leur origine dans les inégalités de pouvoir liées au sexe, à l'âge ou à la classe sociale. C'est la conviction de Dr Arame Top Diop. Selon cette spécialiste en Genre au Projet de Développement Agricole de Matam (PRODAM), les disparités notamment dans la productivité se réduisent lorsque l'accès à la terre et à l'emploi des facteurs de production de qualité sont particulièrement garantis aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap. Mieux, si ces groupes ont la possibilité de participer pleinement à l'activité économique, c'est toute la communauté qui ne s'en porterait que mieux. Une donnée bien intégrée au PRODAM. 'Agropasteur' s'est entretenu avec Madame 'Genre' du PRODAM.

MORCEAUX CHOISIS

«De prime abord, je vous dirai que la direction du projet a toujours très sensible à l'intégration de la dimension genre dans la mise en œuvre des activités. Celle-ci a tenu dès le départ à ce que le genre soit mieux articulé et intégré dans l'ancrage institutionnel, ce qui permet d'être en phase avec tous les autres programmes. D'ailleurs, le cadre logique du projet a été revisité dans cette optique. Et l'expert genre a participé à toute la procédure d'élaboration pour mieux intégrer la dimension. C'est pour vous dire tout l'intérêt accordé à cette question transversale par les plus hauts responsables du projet au premier rang desquels son Directeur. Nous avons commencé par organiser une formation genre au profit du personnel du projet, des partenaires techniques et institutionnelles et des bénéficiaires femmes, jeunes, handicapés. Notre ambition était de former et sensibiliser tous les acteurs sur la prise en charge de la question de sexe spécificité dans tous les processus de développement économique et social. Car, pour bien intégrer cette question, il fallait nécessairement que les personnes chargées de la mise en œuvre du projet soient d'abord bien formées. Puis, nous avons sensibilisé et partagé avec les différents partenaires techniques, institutionnels (Services déconcentrés, Collectivités Locales, ONG etc) sur la vision et les stratégies du projet en matière d'intégration de cette dimension. Ensuite, nous avons écouté les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables de manière générale. Auparavant, il a été procédé à l'identification de la problématique genre de la région de Matam. En effet les essais d'intégration du genre doivent être formulés et construits à partir du contexte socio culturel local. Car le genre est un concept sociologique qui,



utilisé en référence à l'organisation sociale et sur les rapports entre les sexes, est un élément clé pour toutes les sciences sociales qui ont la prétention d'analyser les sociétés du passé ou du présent, environnantes ou lointaines. Il est évident que les hommes se différencient entre eux par leur origine culturelle et temporelle, par leur groupe social ou par le pays auxquels ils appartiennent. Le contexte socioculturel de Matam révèle que la société repose sur une classification basée sur trois principes. Un principe de « distinction » et de hiérarchisation en fonction de la spécialisation professionnelle, qui aboutit à une division de la société en castes. Un second principe oppose hommes libres et fils de captifs. Un troisième qui distingue les aînés des cadets et établit une prédominance des premiers sur les seconds.

Ces formes de différenciation sociale ont des répercussions sur le mode de distribution des terres distinguant les « ayants droits fonciers » et les utilisateurs précaires, bien souvent descendants d'anciens captifs ou étrangers au terroir qui cultivent en métayage (appelé ici rempeccen). Ces droits fonciers portaient principalement sur les terres les plus fer-

tiles, celles du walo, l'accès sur le Diéri étant plus libre. Face à ce constat, il a fallu rectifier le tir. Sur le plan institutionnel, développer une perspective « genre » revient à élaborer des stratégies pour négocier le changement des relations inégalitaires entre les hommes et les femmes, quant à leur accès aux ressources, à la prise de décisions et à leurs droits respectifs. La démarche implique d'analyser aussi bien les besoins stratégiques (telle que la position sociale) que les besoins pratiques. L'un des facteurs limitant pour l'intégration du genre au niveau institutionnel est le manque de personnel qualifié et de politiques. Dans ce cadre que l'UGP/ PRODAM dispose d'un agent centré sur ces questions mais cela ne suffit pas, il l'a aussi intégré dans la mise en œuvre de ses composantes. Cette approche développée par le projet lui valu beaucoup de résultats fort appréciés au niveau des partenaires locaux et nationaux. Les principaux résultats peuvent s'apprécier suivant plusieurs aspects : l'accès des femmes à l'eau, à la terre, au financement, à l'alphabétisation, etc. Ces différents programmes sont devenus accessibles aux femmes et aux jeunes dans tous les programmes déve-

loppés par le PRODAM. Bref, toutes ces couches pauvres et vulnérables à savoir les populations qui ne disposaient pas d'assez de ressources ou vivant avec moins d'un dollar par jour ont eu l'occasion avec le PRODAM d'exprimer leurs préoccupations par rapport à l'intervention du projet. Les deux plans d'action formulés respectivement pour les femmes et pour les jeunes pratiquement orientés vers leur accès aux facteurs de production (au crédit, à la formation, etc.) ont été articulés aux interventions du PRODAM qui s'est volontairement engagé à intégrer toutes ces préoccupations exprimées librement par ces acteurs jusqu'ici marginalisés. Des changements apportés dans les niveaux et conditions de vie de ces groupes dits marginalisés sont aujourd'hui bien observables. Mieux, ces groupes participent de plus en plus dans les instances de décision de décision en milieu rural. C'est une bonne chose. Toutefois, il faut donner du temps au temps pour une disparition totale des inégalités de genre surtout dans des zones aux réalités socioculturelles tenaces. Ce qui dépasse largement l'espace temporel des projets de développement ».

A la découverte du Champ du Président de la République à Toubacouta

«Du maïs sur sept hectares, de l'arachide sur dix hectares et de la pastèque sur quatre hectares...A terme l'exploitation va porter sur plusieurs cultures, douze mois sur douze» a déclaré le Président dans son champ à Toubacouta.

Ainsi le Président Macky Sall allie l'acte à la parole pour le retour vers l'agriculture qu'il ne cesse de prôner.

Le champ d'expérimentation du Président Macky Sall qui se trouve à Toubacouta constitue un véritable symbole de retour vers l'agriculture.

C'est là où il expérimente dans son champ plusieurs types de cultures. Une révolution agricole est ainsi créée qui va contribuer à mettre le pays sur les rails de l'émergence. Le choix est stratégique et la volonté politique soutenue d'un engagement réel à faire de l'agriculture le fer de lance de l'économie sénégalaise.

Le Président Macky Sall va donc au champ à Toubacouta ; ce geste symbolise le retour vers l'agriculture ; ainsi le président souhaite une cohabitation harmonieuse entre l'exploitation familiale et l'agro-business.

Le chef de l'Etat fait de son champ d'expérimentation le symbole du retour vers l'agriculture.

C'est sous un chaud soleil ardent que le Chef de l'Etat a pris le chemin des champs. Du sud-est au centre du Saloum et du Sine, en passant par Passy, Sokone et Toubacouta. Partout, les paysans dans les champs saluent d'une main le cortège présidentiel et le Président qui le leur rend bien. Les flaques d'eaux jonchent la route ; un long trajet qui mène à Toubacouta ; le Président y fait une descente inopinée dans une tenue décontractée dans les champs.

Une véritable escapade hivernale, de l'avis du Président Macky Sall qui fait de l'agriculture la centralité de ses actions pour un Sénégal émergent.

Dans son exploitation agricole qui s'étend sur plus de 20 hectares, Macky Sall garde un sentiment de satisfaction.

Cette année encore le Président est allé dans son champ à Toubacouta pour s'enquérir de l'état des semis pour cet hivernage 2015. Une occasion pour le Président Macky Sall d'inviter les populations à faire de l'agriculture un pôle de croissance et y investir.

« Je pense que globalement ce que j'ai vu depuis Mbour, Fatick, Kaolack, Passy, Sokone et Toubacouta. C'est très rassurant par rapport à l'hivernage» déclare t-il.

Des champs à l'intérieur du pays, d'ouest en

est, en passant par le centre-ouest, le Président Macky s'est invité dans l'univers des paysans sénégalais à un moment important, au tout milieu de l'hivernage où les semis sont sortis de terre, grâce à de fortes pluies régulières. L'agriculture, un métier générateur de revenus.

Les semis sont sortis de terre et donnent de l'espoir de bonnes récoltes. Une vingtaine d'hectares est valorisée dans le champ pour le mil, le maïs et la pastèque.

Ainsi le chef de l'Etat se lance dans la diversification agricole. La gestion de ce champ à Toubacouta est confiée aux jeunes de la localité, a dit le chef de l'Etat qui s'est lancé dans la diversification des cultures.

Il a ainsi pris connaissance des préoccupations des populations de Sammé et des villages environnants à Saroudia, Bassilane, Sanding Saloum Diara, Karantaba et Missira dans la commune de Toubacouta. Celles-ci portent sur le matériel agricole, les pistes de production, l'accès à l'électricité et à l'eau.

Le forage qui alimentait les 6 000 âmes de la localité est en effet tombé en panne. Ainsi, six mois durant, les femmes ont parcouru des kilomètres à la recherche de l'eau.

Aussi, les populations ont-elles saisi l'occasion de la visite du chef de l'Etat pour exposer leurs doléances. Il les a rassurés, tout en leur promettant de prendre en charge toutes les questions soulevées, avant d'exhorter les populations et la jeunesse en particulier à retourner vers la terre ; ce qui constitue un gage de développement d'une Nation qui se veut respectable et respectée.

Dans le Ndiombato, les populations se sont approprié l'appel au retour vers la terre et le schéma économique tracé par le chef de l'Etat et elles sont prêtes à travailler avec les investisseurs privés pour donner une autre dimension à l'agriculture où le chef de l'Etat compte mettre les moyens pour accompagner cette mutation dans le secteur agricole.

C'est à Toubacouta que le Président a fait sa déclaration « par la grâce de Dieu, nous avons un hivernage pluvieux. Nous prions pour que cela soit ainsi jusqu'à la fin de l'hivernage»

Les cultures se portent bien mêmes si nous avons des différences de semis dans différents endroits. Nous savons également que la question des intrants a été posée ; c'est un moyen de voir aussi ce que veulent les paysans ; mais d'année en année, on essaiera d'identifier les problèmes et difficultés auxquelles nos braves soldats de l'économie



que sont les paysans sont confrontés, essayer de les éliminer pour arriver à des résultats, notamment une « campagne zéro problème, avec l'aide de Dieu.»

Les paysans sont tous touchés par ce geste du Président. C'est le devoir d'un chef d'Etat qui se préoccupe du vécu des populations paysannes. Ce qui prouve que le chef de l'Etat se préoccupe au quotidien des préoccupations des sénégalais et des sénégalaises pour régler les difficultés.

«Pour le Président, l'agriculture est le secteur prioritaire de développement économique de notre pays ; c'est aussi le secteur phare du Plan Sénégal Emergent ; donc il faut que les sénégalais de façon générale puissent retourner à la terre et puissent développer des cultures qui ont de la plus-value.»

A la sueur de leur front et par la force de leurs bras, l'agriculteur sénégalais peut être fier du travail qu'il effectue pour contribuer à l'essor économique et au développement de son pays et surtout travailler dignement sous le chaud soleil.

La noblesse du métier agricole, dans un secteur pilier de notre économie où il y a de l'argent à faire, a été saluée par le Président. C'est un sacerdoce de travailler la terre selon le chef de l'Etat qui invite les populations au retour à la terre.

Et pour prêcher par l'exemple, il a effectué cette descente dans son champ à

Toubacouta, au cœur du Ndiombato.

«L'agriculture ne doit plus être considérée comme un dernier métier qu'on exerce quand on n'a rien à faire. Au contraire il doit être un choix une manière de bien vivre et de gagner sa vie. Ainsi, l'agriculture doit cesser d'être ce métier pénible qui se fait avec les matériaux et instruments agricoles archaïques comme le « Konko » ou la « Daba ». C'est pénible et difficile. L'objectif est de mécaniser l'agriculture et que l'agriculteur puisse disposer de machines, de tracteurs ; c'est aussi avoir l'agriculture attelée.»

Dans ce périmètre agricole de vingt hectares, plusieurs cultures (arachide, mil et niébé) et des plantations d'arbres fruitiers sont expérimentées.

Le Président a pris l'exemple de la pastèque : « c'est une culture très rentable, qu'il faut valoriser ; je veux m'adresser également à tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture leur dire que la terre est toujours fidèle car elle vous restitue plus ce que vous lui donnez ; vous donnez des semis elle vous donne toujours beaucoup plus.»

Cette visite a permis au Président de constater de visu l'état d'avancement des cultures durant cet hivernage 2015 et de toucher du doigt les véritables difficultés des agriculteurs pour ensuite apporter des remèdes et soulager les paysans.

Babacar Sène

Sommet de Clermont-Ferrand : une envergure internationale affirmée

Le Sommet de l'Elevage de Clermont-Ferrand confirme plus que jamais sa position de grand rendez-vous européen des professionnels de l'élevage. En témoigne ces faits et chiffres : près de 86 000 visiteurs sur les 3 jours de l'événement du 7- 8- 9 Octobre 2015.

Avec 4 000 visiteurs étrangers de 70 pays accueillis en 2014 et 270 sociétés étrangères présentes, le SOMMET DE L'ÉLEVAGE confirme chaque année un peu plus son image de grand salon agricole international.

Il faut dire qu'avec son Club d'Affaires International, sa Soirée Internationale de l'Élevage et ses nombreuses visites d'élevages et autres animations proposées, le SOMMET réserve aux délégations étrangères un accueil de haute qualité.

Véritables temps fort du salon et plébiscitées par tous les visiteurs internationaux, les visites d'élevages et de sites techniques agro-industriels. Pour sa 24ème édition, le Sommet de l'Elevage de Clermont-Ferrand devait recevoir des délégations de Roumanie, Serbie, Russie, Ouzbékistan, Kazakhstan, Colombie, Chili, Mexique... et 4 nouveaux pays venus grossir les rangs des exposants directs : Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande et Australie. Invitée d'honneur, la Roumanie a disposé d'un espace dédié dans le Pavillon d'accueil, afin de promouvoir son agriculture et sa forte tradition d'élevage.

En vue de favoriser les échanges professionnels avec ce pays, la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie d'Auvergne va organiser des rendez-vous d'affaires entre les exposants et les visiteurs roumains.

Ousmane Sène

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CLIMATE CHANGE AGRICULTURE AND FOOD SECURITY, CCAFS)

Des Journalistes renforcent leurs capacités sur les changements climatiques

Les médias sont potentiellement des instruments de changement social participatif et interactif

Pour bâtir des consensus et des décisions pertinentes et planifier les actions favorables au changement des mentalités, de comportement et d'éveil de conscience, les journalistes offrent indubitablement un avantage certain. On ne peut pas faire changer les mentalités et les comportements et éveiller la conscience des populations sans une touche d'information et de communication. Une option chère au Programme de Recherche sur les Changements Climatiques et la Sécurité Alimentaire (CCAFS) qui veut faire du développement durable la centralité de ses actions.

Comme vous le savez le Programme de Recherche sur les Changements Climatiques et la Sécurité Alimentaire (CCAFS) fait la promotion du développement de l'agriculture intelligente face au climat, soutenue par une approche qui vise simultanément l'augmentation de la productivité, celle de la résilience des producteurs et la réduction des Gaz à Effet de Serre (REGES).

Les défis pour l'agriculture dans le cadre du changement climatique sont énormes. Face à ce constat, le Programme CCAFS a accéléré la cadence face à la mise en place dans ses zones d'intervention l'agriculture climato-intelligente en vue d'anticiper afin d'intégrer les paramètres de ces dérèglements ainsi que des transformations agricoles dans une perspective de développement durable.

Au-delà le Programme CCAFS a mis en place des plateformes nationales déclinées en plateformes locales au niveau des pays d'intervention pour baliser le terrain d'accueil de ces mutations agricoles qui ne se feront pas sans des politiques publiques hardies et des mécanismes financiers innovants.

C'est tout le sens de l'atelier qui a réuni à Dakar au Sénégal une vingtaine de participants journalistes internationaux, régionaux et nationaux, experts de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM), des Chercheurs de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), et des Techniciens du Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, et qui a permis de mettre ensemble ces acteurs qui travaillent dans le domaine des changements climatiques; ils ont échangé sur les notions de changements climatiques et sur les actions développées au Sénégal par le programme CCAFS.

Les responsables du Programme CCAFS ont compris qu'avec le concours de la presse, la question des changements climatiques gagnera en acquis et en visibilité ; elle sera projetée au centre des préoccupations ; d'où l'intérêt de questionner l'efficacité des actions entreprises pour promouvoir la lutte contre les changements climatiques.

C'est dans ce cadre que se justifie la formation reçue par les journalistes dont l'objectif est de faire en sorte qu'ils soient outillés afin de pouvoir porter le message et d'apporter à la COP 21 de Paris 2015 les preuves de cas de succès obtenus sur l'agriculture intelligente face au climat aussi bien au Sénégal qu'en Afrique.



Que les journalistes puissent s'approprier du projet et d'assurer une large diffusion des informations climatiques. Cette approche communicationnelle et participative attendue des journalistes va jouer un rôle prépondérant voire capital pour développer les villages d'agriculture climato-intelligente issus des terroirs et des exploitations familiales.

Pour cela il urge de faire en sorte que les informations scientifiques et techniques qui sont générées dans le cadre des villages d'agriculture intelligente face au climat puissent faire écho et être portées et aller loin jusqu'à influencer aussi bien les politiques des décideurs mais également les bénéficiaires finaux.

Au cours de l'atelier les journalistes internationaux ont interagit avec les journalistes nationaux du Sénégal et d'Afrique et ont pu échanger autour des questions de l'information climatique son utilité au Sénégal pour avoir une perception commune de l'importance accordée à la lutte contre les changements climatiques et les mesures adaptatives et d'atténuation mises en place

Les discussions qui en sont issues démontrent à suffisance que les journalistes doivent s'orienter d'avantage vers une information et une communication offensives pour la promotion de la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques ; les africains doivent également apprendre de leurs confrères européens comment peuvent ils impacter leur participation aux conférences internationales à l'instar de la COP 21 qui s'annonce en décembre prochain et peser de tout leur poids dans la couverture des négociations Les solutions africaines existent l'exemple des Villages Intelligents en est la preuve réelle ; au Sénégal l'ISRA, l'ANACIM, le MAER et le Programme CCAFS sont entrain de développer au niveau du département de Kaffrine un modèle de village intelligent face au climat; cette notion est basée sur un certain nombre d'éléments notamment l'information locale le développement et l'utilisation des services climatiques le déve-

loppement de raccourcis et de politiques intelligents face au climat et de notions de développement du futur village.

De telles solutions doivent être portées à l'attention de la communauté internationale; et pour ce faire l'appui des médias est plus que nécessaire et toute forme confondue pour que ces derniers puissent s'approprier notamment le concept en lui-même mais également tous les produits qui en sont issus ; le climat pose des enjeux multiples et multiformes; beaucoup d'initiatives ont été entreprises par d'autres acteurs dont la mutualisation des moyens et la mise en synergie d'actions doivent être confortées pour mieux porter le plaidoyer africain basé sur des arguments solides

Au sortir de l'atelier les journalistes ont tous témoigné de la bonne compréhension des meilleures pratiques en matière de reportage sur les changements climatiques et sur les voies et moyens d'améliorer la couverture à l'aide des ressources scientifiques en ligne et du concept de villages intelligents face au climat et l'impact des services d'information sur le climat au niveau local régional et mondial.

Auparavant les participants ont suivi le panel sur l'utilisation de la science dans le rapportage sur les changements climatiques animé par des scientifiques expérimentés qui ont axé leurs interventions sur les meilleures pratiques et des écueils à éviter en matière de reportage sur les changements climatiques ; les participants se sont ensuite soumis à l'exercice d'exploration des outils en ligne pour les rédacteurs scientifiques avant de passer en revue les solutions relatives aux changements climatiques mettant en relief le concept de villages intelligents face au climat et le partage des expériences au Sénégal ; un panel suivi de discussion a mis fin à l'atelier ; une occasion où les experts en changements climatiques des différents secteurs au Sénégal notamment le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural à travers la direction de l'agriculture, l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie,

l'Union des Radios Associatives Communautaires qui ont discuté de l'impact des changements climatiques sur le Sénégal et de la manière dont le pays s'y adapte et des mesures d'atténuation de ses effets.

Ainsi le CCAFS a compris que l'aboutissement de telles options relève d'un ensemble d'actions coordonnées entre les agriculteurs, les chercheurs et les journalistes pour non seulement réorienter l'agriculture mais aussi bénéficier de politiques endogènes soutenues de mécanismes financiers revisités.

Babacar sene

Dr Robert ZOUMORE Coordinateur du Programme CCAFS

En ce qui concerne les Villages intelligents comme solution ou mesures adaptatives face au climat, Dr Robert ZOUMORE considère que ces villages constituent des modèles de développement durable, mais aussi qui soient focalisés essentiellement sur l'utilisation de l'information climatique pour réunir toutes les autres actions de développement et de protection de l'environnement dans ces villages. Il considère que ce qui est important dans ces approches c'est aussi l'approche participative ; parce que c'est une approche pour aussi bien les connaissances endogènes qu'exogènes mises ensemble sur la table et décidées à la fin par les bénéficiaires finaux pour lesquels des options technologiques sont destinées. S'agissant de la Cop 21 de Paris 2015 et du concept de village intelligent, Dr ZOUMORE les lie au sens de la formation qui a pour objectif de faire en sorte que les journalistes soient outillés afin de pouvoir porter le message qui sera issu des villages AIC pour pouvoir apporter au COP et démontrer et montrer qu'il y a des cas de succès que ce soit pour le cas spécifique du Sénégal mais aussi d'autres options dans la sous-région.